



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Affaire suivie par :

**Hervé GOURGUES**

Tél : 05 56 90 63 10

Mél : [herve.gourgues@gironde.gouv.fr](mailto:herve.gourgues@gironde.gouv.fr)

**Direction des sécurités  
Service interministériel de défense  
et de protection civile**

**COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ  
ET D'ACCESSIBILITÉ**

(Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par les décrets du 31 mai 1997 et 30 août 2006)

**« SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE SPÉCIALISÉE DANS LE DOMAINE DE LA  
SÉCURITÉ CONTRE L'INCENDIE ET LA PANIQUE DANS LES ERP-IGH »**

(Arrêté du 10 novembre 2016)

**ÉTABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC**

**PROCÈS – VERBAL de la VISITE du MERCREDI 24 JANVIER 2024**

**PALAIS DE LA BOURSE**



## I – PRÉSENTATION GÉNÉRALE

<b>Nom et raison sociale :</b>	<b>PALAIS DE LA BOURSE</b>
<b>Adresse :</b>	<b>17 place de la Bourse – 33 076 BORDEAUX</b>
<b>Adresses mail :</b>	<b><a href="mailto:jakrich@bordeauxgironde.cci.fr">jakrich@bordeauxgironde.cci.fr</a></b>
<b>Téléphone :</b>	<b>05 56 79 50 00 (Standard) 06 17 01 16 23 (M. Jérôme AKRICH)</b>
<b>Exploitant principal :</b>	<b>Chambre de Commerce et Industrie de Bordeaux</b>
<b>Responsable logistique patrimoine – Direction unique de sécurité :</b>	<b>M. Jérôme AKRICH</b>

**Avis de sous-commission ERP/IGH :**

DATE	PROJET	N° PC / AT	AVIS
08/11/06	Mise en sécurité (2° tranche)		Favorable
13/02/08	Dossier SSI		Favorable
11/03/09	Réorganisation des locaux du RDC et entresol	PC 033 063 08Z0697	Favorable
06/04/11	Modification zonage SSI		Favorable
28/11/12	Aménagements école sommellerie	AT 033 063 12Z0085	Favorable
18/09/13	Demande d'avis : implantation d'un deuxième groupe électrogène	/	Favorable
04/03/20	SSI	AT 063 19 Z 0644	Favorable
13/09/23	Restructuration du RDC de l'aile nord* * Travaux prévus début 2024	AT N° 033 06 323 Z 0330	Favorable

**Précédentes commissions de sécurité :**

DATE	COMMISSION	AVIS
06/07/09	Ouverture (mise en sécurité)	Favorable
30/08/10	Ouverture aménagements RDC et entresol	Favorable
30/06/11	Périodique + ouverture dans le cadre des tvx phase 2	Favorable
23/04/13	Ouverture école sommellerie au R+2	Favorable
22/10/13	Périodique	Favorable
21/03/17	Périodique	Favorable

### Historique et descriptif de l'établissement :

Bâtiment protégé au titre des monuments historiques d'une surface planchers comprise entre 15 000 et 17 000 m². Le bâtiment CCI comporte par ailleurs 47 œuvres protégées au titre des monuments historiques.

Le Palais de la Bourse est considéré comme un groupement d'établissements, placé sous une direction unique, responsable auprès des autorités publiques des demandes d'autorisation de travaux et de l'observation des conditions de sécurité. La direction unique est assurée par le Président de la CCI.

L'établissement se divise en 4 corps de bâtiments couramment désignés comme :

- Palais de la Bourse, incluant le hall ;
- L’aile Gabriel ;
- L’aile de transition ;
- Le 12 Place de la Bourse.



Les locaux sont essentiellement occupés par :

- La Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux ;
- Le Port Autonome de Bordeaux ;
- Le Tribunal de Commerce ;

– Divers locataires répartis comme suit :

<b>LOCATAIRES DU 12 PLACE DE LA BOURSE</b>	
– Alse / Finnbus / Antodyne / Ma Production / Alvéole ;	– Compagnie juridique (chez Minéral Avocats) ;
– HMS Atlantique Avocats ;	– Indigo Group ;
– JLC (Jury Lawyers Consultants) – Chez Minéral Avocats ;	– JLL / Tétris design & Build ;
– LEA Services ;	– Minéral Avocats ;
– My traiteur / My cater ;	– SCP Jean-Philippe Lebail ;
– SO Games ;	– Stream (chez Minéral Avocats).
<b>LOCATAIRES DU 17 PLACE DE LA BOURSE</b>	
– BPS – Bordeaux Palais de la Bourse	– YNOV MGR / ALPHÉA Conseil
– KBRW	

L'utilisation des locaux concerne (Avis de sous-commission ERP / IGH du 13/02/08 et annexe I de la notice de sécurité du 29/06/06) :

- Des conférences et réunions essentiellement ;
- Des repas (éventuellement dansants) ;
- Des expositions à vocation culturelle (scientifiques, techniques ou artistiques).

Le public est autorisé jusqu'au 3<sup>e</sup> étage.

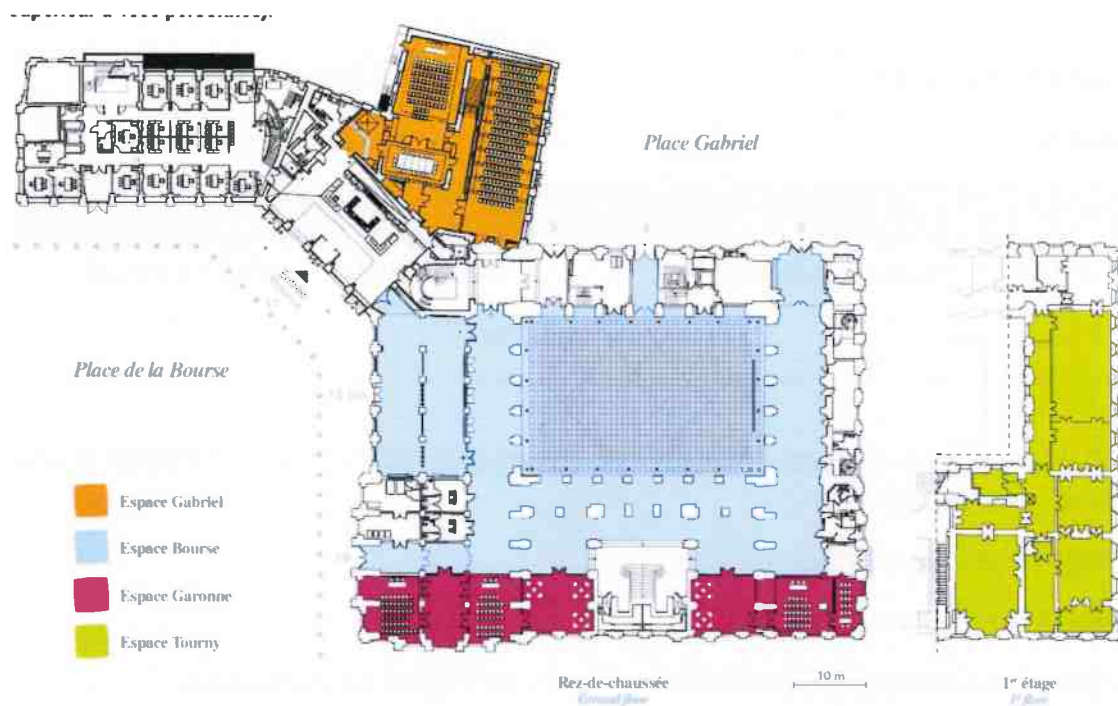
Aucune manifestation à caractère commercial telle que surface de vente, salon ou exposition ne sera organisée dans le hall.

Les espaces susceptibles d'être mis à disposition comprennent :

– L'Espace Gabriel – 250 m <sup>2</sup> : un amphithéâtre de 190 places avec gradins rétractables et deux salons de réunion ;	– L'Espace Garonne – 260 m <sup>2</sup> : 4 salles de réunions et 3 foyers ;
– L'Espace Tourny – 426 m <sup>2</sup> : 7 salons d'honneur au 1 <sup>er</sup> étage ;	– L'espace Bourse – 1 500 m <sup>2</sup> : espace polyvalent comprenant un grand foyer de 220 m <sup>2</sup> , l'atrium de 600 m <sup>2</sup> , la galerie de 544 m <sup>2</sup> et sa partie arrière de 136 m <sup>2</sup> .

La location des espaces est confiée à la société Bordeaux Palais de la Bourse (BPB) qui met les locaux à disposition des preneurs, équipe de sécurité comprise (1 SSIAP 2, 2 SSIAP 1).

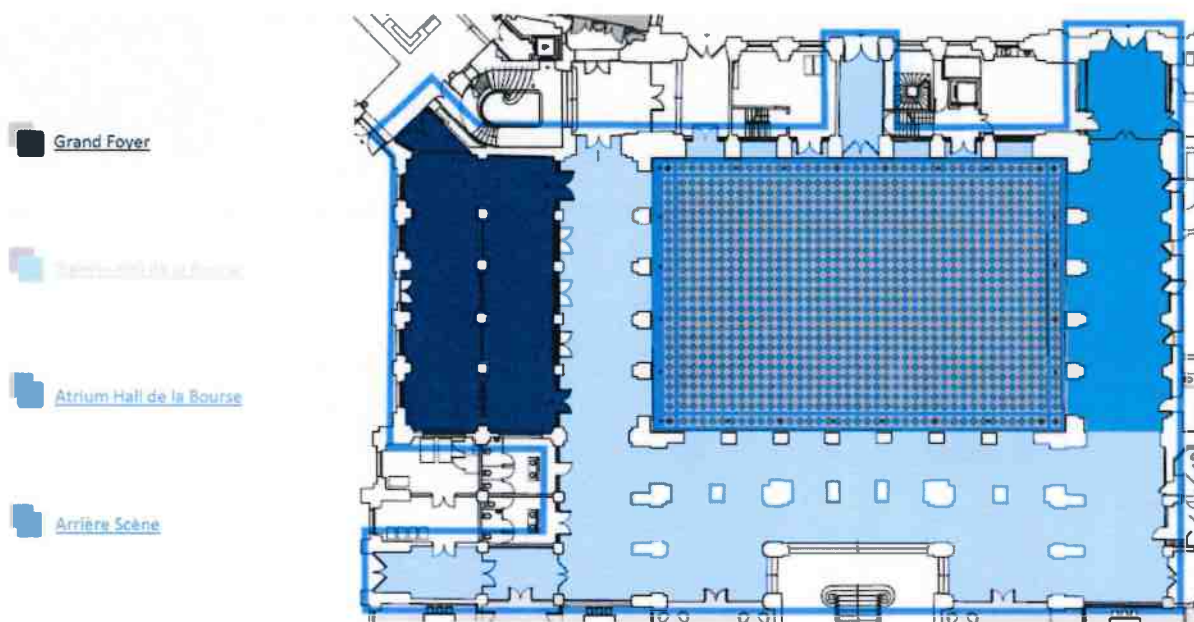
### **Plan général :**



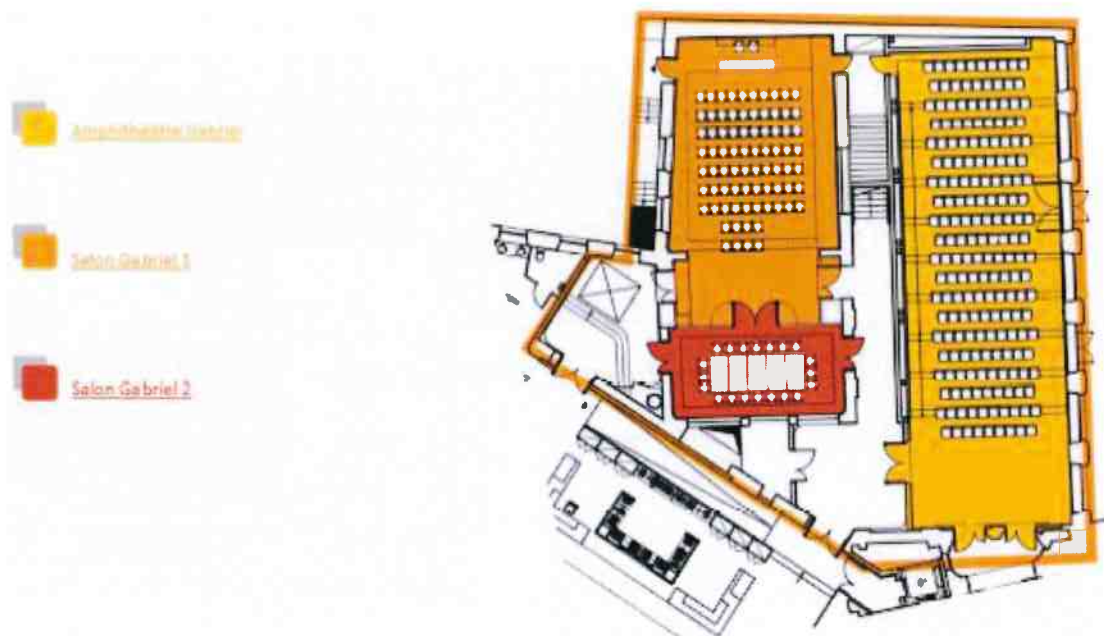


## Plans détaillés des quatre espaces :

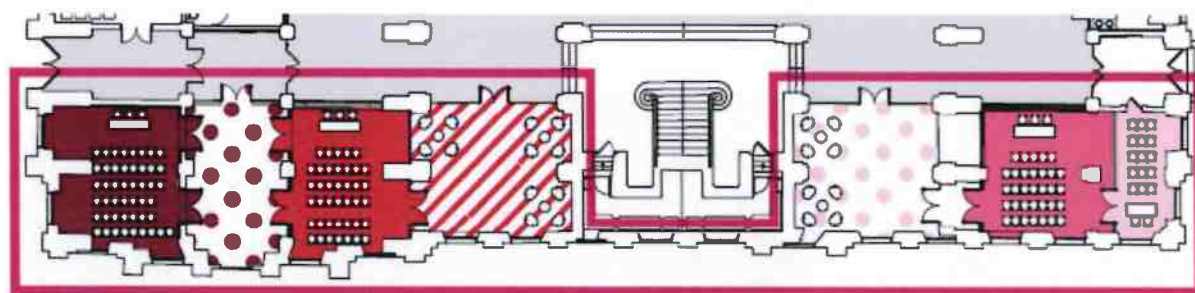
### – Espace BOURSE – Rez-de-chaussée :



### – Espace GABRIEL – Rez-de-chaussée :



– Espace GARONNE – Rez-de-chaussée :



 Garonne 1

 Garonne 3

 Foyer 1

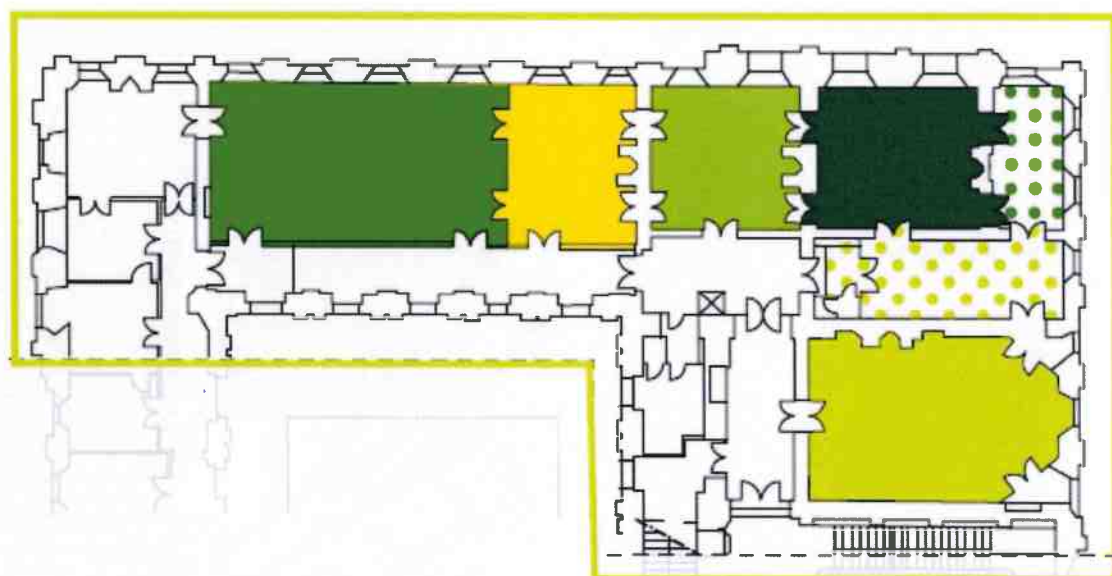
 Garonne 2

 Garonne 4

 Foyer 2

 Foyer 3

– Espace TOURNY – 1<sup>er</sup> étage :



 Salle des Commissions

 Salon Doré

 Salon Beaujon

 Salon d'angle

 Salon Tourny

 Salon Bleu

 Salon d'attente



### **Moyens de secours – PC sécurité :**

L'établissement est équipé d'un SSI de catégorie A, alarme de type 1 avec une temporisation de 5 minutes. Le PC sécurité est doté d'une Unité d'Aide à l'Exploitation (UAE) du SSI.

L'établissement est équipé de détection comme suit :

- Détecteurs linéaires pour le hall, le grand foyer et le couloir du tribunal de commerce au R +1 ;
- Détecteurs par aspiration Vesda pour la zone « musée » ;
- Détecteurs Automatiques Incendie (DAI) pour le reste des locaux.

Le bâtiment comprend quatre zones de compartimentage :

- Le Palais de la Bourse, incluant le hall ;
- L'aile Gabriel ;
- L'aile de transition ;
- Le 12 Place de la Bourse.

Une source centrale alimente une partie des blocs d'éclairage. Le restant est assuré par des blocs autonomes.

L'établissement est équipé de deux groupes électrogènes (voir demande d'avis page 11) :

- Un reprenant les équipements de sécurité ;
- Un assurant les serveurs informatiques.

Tous les escaliers encloisonnés sont équipés de colonnes sèches.

LE PC sécurité est accessible par le 16 Place de la Bourse. Il est armé par une équipe de 3 agents comprenant un chef d'équipe de sécurité incendie, un agent de sécurité incendie et une personne formée à la sécurité incendie affectée à d'autres tâches et facilement mobilisable.

Dans le cas de la mise à disposition du hall pour l'organisation de manifestations autres que ventes, salons ou expositions, il est prévu une équipe dédiée (1 SSIAP 2, 2 SSIAP 1), mise à disposition par BPB (voir également page 6). Cette équipe travaille en étroite collaboration avec l'équipe de la CCI.

**D1 :**

NATURE
<p>Compte tenu des difficultés d'appréhension du degré CF des planchers, des sondages ont été effectués par le CEBTP. Les résultats font apparaître une hétérogénéité dans la structure des planchers et un degré CF se situant entre 1/2 heure et 1 h 1/2. L'exigence CF 1 h 1/2 pour un bâtiment de ce type ne pouvant être satisfaite de manière sûre, l'avis de la commission est sollicité sur les mesures compensatoires suivantes :</p>
MESURES COMPENSATOIRES
<ul style="list-style-type: none"><li>– Extension de la détection automatique incendie à l'ensemble des locaux, sauf sanitaires et escaliers ;</li><li>– Installation d'un SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1 ;</li><li>– Absence de temporisation au déclenchement de l'alarme ;</li><li>– Désenfumage systématique des circulations horizontales ainsi que de la galerie ceinturant le hall au 1<sup>er</sup> étage ;</li><li>– Balisage des circulations par pictogrammes électroluminescents en plus du balisage réglementaire prévu ;</li><li>– Création et armement d'un PC sécurité au 18 , Place de la Bourse ;</li><li>– Maîtrise d'un potentiel calorifique dans le hall : seules les activités à risques courants seront prévues, les activités de type M, S et T sont formellement exclues ;</li><li>– Désenfumage du hall</li></ul>
RÉPONSE À LA DEMANDE DE DÉROGATION
<p><b>Nota :</b> cette dérogation a été en partie acceptée (avis CCDSA du 1<sup>er</sup> octobre 1997), le projet d'installation de la détection automatique incendie étant limité aux circulations, salons du 1<sup>er</sup> étage et locaux à risques particuliers.</p> <p>Le PC sécurité a été créé et une équipe de sécurité a été mise en place dans le cadre des travaux de la tranche I – Phase I.</p> <p>Avis favorable de la CCDSA le 08/11/06.</p>

**A1 :**

NATURE
<p>La maîtrise d’ouvrage souhaite la mise en place d’un second groupe électrogène, pour permettre la reprise de la salle informatique, d’une puissance de 110 KVA.</p> <p>Ce groupe sera seulement utilisé en remplacement.</p> <p>Vu toutes les contraintes, notamment ABF, nous proposons donc d’installer le second groupe de 110 KVA à proximité du premier, dans la fosse située dans la cour de service qui donne sur le PC sécurité.</p> <p>Le groupe étant situé à moins de 8 m de la façade, nous demandons donc un avis de la sous-commission pour la mise en place de cet équipement.</p>
RÉGLEMENTAIRE
<p><b>ART EL 5 § 3 a :</b> L’isolement de ces locaux peut-être réalisé selon la nature des matériaux qu’ils referment : par des parois coupe-feu de degré 2 heures et des dispositifs de franchissement coupe-feu de degré 1 heure sans communication directe avec les locaux ou dégagements accessibles au public.</p> <p><b>ART EL 7 :</b> Les groupes électrogènes, à l’exception de ceux dont le fonctionnement est associé à une installation de cogénération doivent être disposés dans des locaux de services électriques répondant aux dispositions de l’article EL 5 et isolés dans les conditions du § 3 a de cet article.</p>
MESURES COMPENSATOIRES
<p>En mesures compensatoires à la mise en place de ce groupe à proximité du bâtiment, nous proposons :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– De limiter la cuve à fuel à 190 l et de la protéger via une dalle béton ;</li><li>– De mettre en place un groupe électrogène à injection directe (le fuel injecté est directement brûlé, sans stockage dans l’appareil) ;</li><li>– De protéger la façade d’un éventuel incendie par la mise en place d’un écran thermique coupe-feu de degré 2 h qui remontera dans la fosse avec un retour de 50 cm au-dessus du groupe.</li><li>– De mettre en place un système d’extinction automatique au-dessus du groupe installé.</li></ul>

**Mode de classement – Avise de sous-commission ERP / IGH du 13/09/23 :**

NIVEAUX	LOCAUX	ARTICLES DE RÉFÉRENCE	MODE DE CALCUL	EFFECTIF PUBLIC	EFFECTIF PERSONNEL	EFFECTIF TOTAL
Établissement		L3 / W2 / N2 / Y2		1912	362	2274
<b>TOTAL</b>				<b>1912</b>	<b>362</b>	<b>2274</b>
<b>CLASSEMENT</b>						
<b>TYPE PRINCIPAL</b>				<b>L</b>		
<b>TYPES SECONDAIRES</b>				<b>W / N / Y</b>		
<b>CATÉGORIE</b>				<b>1ère</b>		
<b>PÉRIODICITÉ (Article GE 4)</b>				<b>3 ans</b>		

**Défibrillateur Automatique Externe (D. A.E) :**

<b>L'ÉTABLISSEMENT EST ÉQUIPÉ D'UN DAE</b>	
<b>OUI</b>	<b>NON</b>
X (au PC Sécurité)	

**OBJET DE LA VISITE :**

<b>DATE ET HEURE DE LA VISITE</b>	
<b>MERCREDI 24 JANVIER 2024 – 09H00</b>	
<b>VISITE PÉRIODIQUE</b>	<b>VISITE D'OUVERTURE</b>
article R 143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation	Art R 143-38 du Code de la Construction et de l'Habitation
X	

**La visite porte sur l'ensemble de l'établissement.**

## II – COMPOSITION DE LA COMMISSION

### **Membres présents de la commission (Nom, qualité) :**

#### **Avec voix délibérative**

**M. Hervé GOURGUES**, du service interministériel de défense et de protection civile (SIDPC) – section risques bâtementaires – représentant le Préfet de la Gironde, Président ;

**Mme Isabelle FAURE**, conseillère municipale déléguée représentant le maire de BORDEAUX ;

**M. Mickaël ROY**, lieutenant de sapeurs-pompiers professionnels représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;

**M. Fabien MÉAR**, représentant le Directeur Inter Départemental de la Police Nationale ;

### **Représentants de l'établissement et assistants techniques présents à la visite :**

**Mme Sabine ROCCA**, directrice des affaires financières et supports, CCI Bordeaux ;

**M. Jérôme AKRICH**, responsable logistique, patrimoine et marchés publics de la CCI Bordeaux, assurant la direction unique de sécurité du groupement d'établissements ;

**M. Damien DJANIKIAN**, SSIAP 3 CCI Bordeaux ;

**M. Sébastien BOUILHAC**, SSIAP 2, PC sécurité ;

**M. Marius RICHARD**, SSIAP 1, PC sécurité ;

**M. Guillaume COMAIRAS**, service prévention sécurité Bordeaux Métropole.



### III – RÉGLEMENTATION APPLICABLE

o Sécurité contre les risques d'incendie et de panique :

**Code de l'Urbanisme** (et en particulier l'article R 425-15).

**Code de la construction et de l'habitation** (article R 143-1 à R143-47).

**Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par les décrets du 31 mai 1997 et du 30 août 2006** relatif à la CCDSA et circulaires d'application des 22 juin 1995 et 21 décembre 2006.

**Arrêté du 25 juin 1980** modifié relatif à la sécurité incendie dans les E. R. P. (dispositions générales).

**Arrêté du 05 février 2007** portant dispositions particulières applicables aux établissements du type L.

**Arrêté du 21 avril 1983** portant dispositions particulières applicables aux établissements du type W.

**Arrêté du 21 juin 1982** portant dispositions particulières applicables aux établissements du type N.

**Arrêté du 12 juin 1995** portant dispositions particulières applicables aux établissements du type Y.

**Arrêté préfectoral du 10 novembre 2016** portant constitution de la Sous-Commission Départementale spécialisée dans le domaine de la sécurité dans les ERP-IGH.

## **EXTRAITS DE LA RÉGLEMENTATION**

### **Article R 143-22 du Code de la Construction et de l'Habitation**

Le dossier permettant de vérifier la conformité d'un établissement recevant du public avec les règles de sécurité, prévu par le b de l'article R 122 – 11, comprend les pièces suivantes :

- une notice de descriptive précisant les matériaux utilisés tant pour le gros œuvre que pour la décoration et les aménagements intérieurs
- un ou plusieurs plans indiquant les largeurs des passages affectés à la circulation du public, tels que dégagements, escaliers, sorties, la (ou les) solution (s) retenue (s) pour l'évacuation de chaque niveau de la construction en tenant compte des différents types et situations de handicap ainsi que les caractéristiques des différents espaces d'attente sécurisés.

L'article R 143-22 du Code de la Construction et de l'Habitation est complété par l'article GE 2 du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique.

### **Article GE 2 (Dossier de sécurité)**

**§1.** Le dossier permettant de vérifier la conformité d'un établissement recevant du public avec les règles de sécurité tel que prévu à l'article R 143-22 du code de la construction et de l'habitation doit contenir :

- une notice récapitulant les dispositions prises pour satisfaire aux mesures prévues par le règlement de sécurité ;
  - un plan de situation, des plans de masse et de façades des constructions projetées faisant ressortir, d'une part, les conditions d'accessibilité des engins de secours, et plus particulièrement les largeurs des voies et les emplacements des baies d'intervention pompiers, et d'autre part, la présence de tout bâtiment ou local occupé par des tiers ;
  - afin de vérifier des points particuliers concernant le règlement de sécurité, des plans de coupe et des plans de niveaux, ainsi que éventuellement ceux des planchers intermédiaires aménagés dans la hauteur comprise entre deux niveaux ou entre le dernier plancher et la toiture du bâtiment ;
  - lorsque le projet nécessite une demande de dérogation au présent règlement, le dossier doit comporter pour chaque point dérogatoire une fiche indiquant notamment les règles auxquelles il est demandé de déroger (références articles et libellé du point de la règle concernée), les éléments du projet auxquels elles s'appliquent (localisation sur les plans) et la justification des demandes (motivation et mesures compensatoires proposées).
- En application du second principe de l'article GN 8, le dossier de sécurité devra également présenter la (ou les) solution (s) retenue (s) pour l'évacuation des personnes de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap (arrêté du 18 novembre 2011 modifiant l'article GE 2).

**§2.** Les documents de détail intéressant les installations techniques doivent pouvoir être fournis par le constructeur ou l'exploitant avant le début des travaux portant sur ces installations ; ils sont alors communiqués à la commission de sécurité.

### **Article R 143-34 du Code de la Construction et de l'Habitation :**

« Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. À cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement, en cours d'exploitation, aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnels agréés, dans les conditions fixées par arrêté du Ministre de l'Intérieur ou des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement. »

## IV – DOCUMENTS JUSTIFICATIFS

⊗ **Registre de sécurité** (article R 143-44 du code de la construction et de l'habitation)

présenté	non présenté	observations
X		Voir observation N° 5 page 19

**Vérifications obligatoires** (Procès-verbal de vérification en cours de validité) par un organisme agréé ou un technicien compétent (article GE 7 et GE 8 du règlement de sécurité)

Bât 12-17	Organisme de Contrôle	Nature de la Visite	Date de la visite	Date réception Rapport	Observations	Observations restantes	Commentaires
SSI	CHUBB	Vérification semestrielle	21/12/2023	27/12/2023	oui	1	CCF Devis DMSI Validé
TRIENNALE SSI 2022/2025	APAVE	Triennale	25/07/2022	29/07/2022	21	AUCUNE	
DÉSENFUMAGE MÉCANIQUE	DMSI	Vérification annuelle	03/08/2023	28/08/2023	OUI	AUCUNE	
DÉSENFUMAGE MÉCANIQUE	APAVE	Vérification annuelle	28/09/2023	13/10/2023	6	2	Obs N°2 et 3 Devis moteurs DMSI Validés
DÉSENFUMAGE MANUEL	SICLI	Vérification annuelle	24/07/2023	24/07/2023	AUCUNE	AUCUNE	
ÉCLAIRAGE DE SÉCURITÉ	FAUCHE	Vérification annuelle	30/06/2023	28/11/2023	OUI	AUCUNE	
EXTINCTEURS	DESAUTEL	Vérification annuelle	06/12/2023	06/12/2023	AUCUNE	AUCUNE	
COLONNES SÈCHES	SICLI	Vérification annuelle	11/12/2023	11/12/2023	4	AUCUNE	
CENTRALE EXTINCTION SALLE INFORMATIQUE	SIEMENS	Vérification semestrielle	11/10/2023	12/10/2023	OUI	AUCUNE	
PARAFoudre	BCM Foudre	Vérification annuelle	16/11/2023	19/12/2023	OUI	Voir rapport	Devis Indelec Validé
INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES	DEKRA	Vérification annuelle	30/11/2023	05/12/2023	13	AUCUNE	
THERMOGRAPHIE INFRAROUGE	DEKRA	Vérification annuelle	30/11/2023	30/11/2023	1	AUCUNE	
GROUPE ÉLECTROGÈNE (Sécurité)	FAUCHE	Vérification annuelle	31/07/2023	11/01/2024	AUCUNE	AUCUNE	
GROUPE ÉLECTROGÈNE (Informatique)	GASCOGNE ÉNERGÉLEC	Vérification annuelle	17/10/2023	17/10/2023	AUCUNE	AUCUNE	
GAZ CHAUFFERIE	APAVE	Vérification annuelle	20/11/2023	21/11/2023	AUCUNE	AUCUNE	
CENTRALE DÉTECTION FUITE GAZ	ADS	Vérification Annuelle	23/06/2023	26/06/2023	AUCUNE	AUCUNE	Changement centrale 25/10/23
ASCENSEURS	APAVE	Vérification annuelle	30/10/23 et 11/12/23	10/01/2023	8	2	1 Devis SCHINDLER Validé, 1 en attente
ASCENSEURS QUINQUENNALE (2020/2025)	APAVE	QUINQUENNALE	12/05/2020	08/06/2020	OUI	AUCUNE	Levées OTIS le 07/12/2020
PORTE AUTOMATIQUE PIÉTONNE	APAVE	Vérification annuelle	11/12/2023	13/12/2023	1	AUCUNE	
PORTAIL	APAVE	Vérification annuelle	11/12/2023	13/12/2023	2	1	Devis SCHINDLER Validé
HOTTES CUISINE	NOUVEL AIR	Vérification annuelle	10/08/2023	28/08/2023	AUCUNE	AUCUNE	
VMC	NOUVEL AIR	Vérification annuelle	30/08/2023	13/09/2023	AUCUNE	AUCUNE	
PORTES COUPE-FEU	AQUIFEU	Vérification annuelle	02/10/2023	26/10/2023	OUI	AUCUNE	

### FORMATION DU PERSONNEL

FORMATIONS	DATE	ORGANISME	OBSERVATIONS
EPI / Évacuation / Manipulation des moyens de secours	11/05/23 et 24/10/23	Interne	Formation de l'ensemble des locataires sur l'année 2023

## **VISITE PERIODIQUE :**

### **Autres documents présentés :**

<b>Objet</b>	<b>Organisme</b>	<b>Date du rapport</b>	<b>Observations</b>
<b>Attestation de levée des observations émises lors de la précédente commission du 15/12/2020</b>	CCI Bordeaux Gironde	15/12/23	
<b>Relevé des mesures de débit de désenfumage mécanique.</b>	DMSI	03/08/23	

### **Contrats d'entretien :**

Ces contrats doivent être annexés au Registre de sécurité (Cf. articles CO 48, AS 8, MS 58 et MS 68 du règlement de sécurité).

<b>Contrats d'entretien obligatoires</b>	<b>Technicien compétent</b>	<b>Date du contrat</b>	<b>Observations</b>
<b>Contrat de maintenance du SSI</b>	CHUBB		
<b>Contrat de maintenance des ascenseurs</b>	SCHINDLER		

⊗ **Procès-verbaux de réaction ou de résistance au feu des matériaux et matériels :** /

**A) – MESURES GÉNÉRALES LIÉES A L'EXPLOITATION :**

OBJET	PRESCRIPTIONS
<b>1) Registre de sécurité</b>	– Il doit être tenu à jour conformément aux dispositions de l'article R 143-44 et présenté à chaque visite de la commission
<b>2) Installations techniques</b>	– Faire procéder périodiquement à leur vérification par un organisme agréé (Articles R 143-34, GE 6 et GE 7). – Les travaux de mise en conformité prescrits par l'organisme agréé doivent être réalisés sans délai.
<b>3) Travaux dangereux</b>	– L'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation (article GN 13).
<b>4) Accès des engins de secours</b>	– Les dispositions utiles doivent être prises afin que l'accès à l'établissement des engins de secours soit assuré en toutes circonstances (articles CO 1 à CO 4).
<b>5) Issues et dégagements</b>	– Les maintenir libres de tout encombrement ou obstacle (article CO 37).
<b>6) Balisage des dégagements</b>	– Assurer un balisage et un fléchage efficace des sorties (panneaux avec inscriptions de couleur blanche sur fond vert). (Article CO 42).
<b>7) Éclairage de sécurité</b>	– Veiller au bon fonctionnement des dispositifs d'éclairage de sécurité et procéder immédiatement à la réparation ou au remplacement des éléments qui s'avèreraient défectueux (articles EL 18 et EC 13).
<b>8) Aménagement</b>	– Respecter les dispositions des articles AM 1 à AM 19). – L'appareil à éthanol devra respecter les dispositions de l'article AM 20.
<b>9) Armoires électriques, chargeurs de batteries, etc.</b>	– Maintenir les abords de ces installations libres de tout dépôt ou stockage (articles EL 4 et EL 18).
<b>10) Moyens d'extinction (RIA ; extincteurs)</b>	– Les maintenir accessibles et visibles (article MS 39). – Faire procéder à une vérification annuelle des extincteurs (article MS 38 §4) – Le personnel doit être instruit au maniement des moyens de secours (articles MS 46 §1a, MS 48 §1 et MS 51).
<b>11) Consignes</b>	– Afficher les consignes de sécurité (article MS 47).
<b>12) Plans d'évacuation</b>	– Afficher les plans d'évacuation de l'établissement, de manière judicieuse et visibles, à chaque niveau, rez-de-chaussée compris (article MS 47).
<b>13) Plans d'intervention</b>	– Afficher les plans d'intervention à l'entrée principale (article MS 41) et l'avis relatif au contrôle de sécurité (article GE 5).
<b>14) Évacuation des eaux pluviales</b>	– Procéder régulièrement à la vérification des dispositifs assurant l'écoulement des eaux pluviales ou résultant de la fonte des neiges afin d'éliminer tout risque d'accumulation en toiture.
<b>15) Interdiction de fumer</b>	– Afficher et faire respecter l'interdiction de fumer.



## **B) – MESURES PARTICULIÈRES :**

### **I) Contrôle de la prise en compte des mesures prescrites lors des visites précédentes (mesures reconduites) :**

Néant. Toutes les mesures ont été prises en compte.

### **II) Nouvelles observations :**

#### **– Mesures générales :**

**1) Vacuité des circulations – ART CO 37 :** veiller à maintenir les largeurs réglementaires des circulations libres de tout encombrement.

**2) Changements d'affectation des locaux – ART CO 28 :** porter une attention particulière sur l'utilisation des locaux. Veiller à ce que ceux-ci ne soient pas détournés de leur affectation d'origine (local transformé en local de stockage par exemple) – Voir également observation N°13 page 20).

**3) Permis feu – ART GN 13 :** lors de travaux nécessitant la délivrance d'un « permis feu », veiller à la traçabilité des rondes des équipes du PC sécurité, avec une vigilance particulière sur celle postérieure au départ des entreprises.

**4) Exercices d'évacuation – Organisation humaine – ART MS 51 :** Élaborer un schéma global de la sécurité. Programmer a minima un exercice d'évacuation par an. Tracer ces exercices et les remarques éventuelles s'y rapportant.

#### **– Mesures particulières :**

**5) Registre de sécurité – ART R 143-44 du CCH :** La commission recommande à l'exploitant de se doter d'un **registre de sécurité numérique**, au regard du caractère patrimonial et historique de l'établissement.

Cet outil sera de nature à faciliter le pilotage de la gestion technique qui s'en trouvera consolidée et optimisée pour l'exploitant.

**6) Plan (s) d'intervention – ART MS 41 :** mettre à la norme NF X 08 – 70 NC 2 de décembre 2023 les jeux de plans d'intervention.

Étudier la possibilité de représenter le bâtiment sur un plan axonométrique faisant apparaître les sous-sols. Faire valider le bon à tirer par le service prévention du SDIS.

**7) Coupure d'urgence des groupes électrogènes :** tester la coupure d'urgence des groupes (positionnée dans le PC sécurité). S'assurer de l'absence de toute alimentation électrique dans le bâtiment. Transmettre une attestation en ce sens au secrétariat de la commission ([herve.gourgues@gironde.gouv.fr](mailto:herve.gourgues@gironde.gouv.fr)).

**8) Test de la ligne directe – ART MS 70 :** afin de ne pas surcharger le CTA CODIS, limiter l'essai de la ligne directe à un test par trimestre (en évitant les lundis).

**9) Appel d'urgence ascenseurs – ART AS 3 § 3 :** l'appel d'urgence des ascenseurs aboutit directement chez le mainteneur, sans que le PC sécurité soit averti.

Étudier toute solution technique afin que l'appel arrive également au PC et permette en cela aux agents de gérer une urgence éventuelle.

**10) Sonorisation du bâtiment :** étudier la possibilité d'équiper l'établissement d'une sonorisation dont le micro serait positionné au PC sécurité et qui permettrait ainsi d'informer, au besoin, l'ensemble des occupants du bâtiment.

**11) Installations électriques semi-permanentes – ART EL 23 :** dans le hall, s'assurer du contrôle, par un bureau de contrôle agréé, des boîtiers électriques semi-permanents.

Vérifier la mise à la terre des équipements.

**12) Installation de l'alarme Plan Particulier de Mise en Sûreté (PPMS) :** l'exploitant informe la commission de l'installation prochaine d'une alarme PPMS. Veiller à ce que cette installation (câblage, branchements...) n'interfère pas sur le bon fonctionnement du SSI.

**13) Stockage – ART CO 28 :** au R +4, dans les locaux occupés par l'entreprise Tétris, le bureau N° 4.04 a été transformé en local de stockage d'archives.

Isoler ce local afin de le rendre conforme aux dispositions de l'article CO 28 ou bien supprimer tout le stockage à l'intérieur.

Par ailleurs, au niveau de la zone « Ferrandi », supprimer le stockage dans le local électrique.

**14) Prises électriques multiples – ART EL 11 § 7 :** dans la cuisine du Directeur Général, supprimer le bloc prise multiples (de type « triplète ») sur lequel sont branchés les réfrigérateurs.

Adapter le nombre de prises à l'activité.

**15) Installations électriques hors d'usage – ART EL 18 :** dans la zone « musée », déposer ou neutraliser au moyen de caches les anciennes prises électriques hors d'usage.

**16)** Compte tenu des activités envisagées, proposer un dossier de classement complémentaire pour des activités de type T avec des mesures adaptées. Un avis de la sous-commission départementale ERP devra être demandé.

### C) – ESSAIS EFFECTUÉS AU COURS DE LA VISITE :

<b>ESSAI N° 1 : réalisé au R +1 du N° 12 Place de la Bourse, dans le cabinet d'avocats.</b>	
<b>Timing / Information</b>	<b>Action</b>
T0 : information de l'agente d'accueil de la présence de fumée au niveau du photocopieur.	Appel immédiat au PC sécurité – SATISFAISANT
T + 1' : Arrivée de l'agent SSIAP sur site	SATISFAISANT
T + 1'35 : Coupure de l'alimentation électrique de la zone depuis le tableau	SATISFAISANT
T + 3'	Fin d'exercice
<b>ESSAI N° 2 : réalisé au R +4, dans les locaux occupés par l'entreprise Tetris. Sensibilisation du détecteur dans le local 4.04 (archives).</b>	
T + 1'10 : Arrivée de l'agent SSIAP	SATISFAISANT
T +1'35 : action sur le déclencheur manuel situé à proximité.	
T + 2' : appel du PC sécurité pour signaler le déclenchement du DM	SATISFAISANT
T + 2'35 : demande du déclenchement de la zone de désenfumage ZDF 402	
T + 3'25 : déclenchement du désenfumage	SATISFAISANT
T + 4'28 : demande de déclenchement du signal d'alarme par l'agent SSIAP	SATISFAISANT
ALARME	SATISFAISANT
COMPARTIMENTAGE	SATISFAISANT
PORTES AUTOMATIQUES	SATISFAISANT
DÉVERROUILLAGE DES ISSUES	SATISFAISANT
T + 9'27 :	Fin d'exercice
<b>ESSAI N° 3 : demande de déclenchement du désenfumage du Hall depuis le PC sécurité.</b>	
DÉSENFUMAGE	SATISFAISANT

**Nota :** Aucun dysfonctionnement constaté lors des essais.

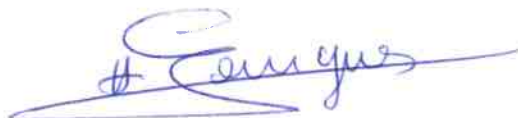
**AVIS de la SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE SPÉCIALISÉE**  
**DANS LE DOMAINE DE LA SÉCURITÉ CONTRE L'INCENDIE ET LA PANIQUE DANS**  
**LES ERP-IGH**

**Sur la poursuite de l'exploitation de l'établissement :**

**FAVORABLE**

***Fait à Bordeaux le 07 février 2023 :***

**Le Président,  
Pour le Préfet  
et par Délégation,**



**Hervé GOURGUES**



